

La lettre



À PÂQUES, ON MARCHE SUR DES OEUFS

Le printemps 2026 ressemble à un ciel capricieux : quelques éclaircies (créations record de PME, solde d'usines qui reste positif – en particulier dans les secteurs dits "souverains", possibilité de tâches assistées par l'IA) mais beaucoup de nuages également.

Les défaillances d'entreprises franchissent un nouveau record absolu. Les retards de paiement s'accroissent selon les dernières enquêtes (notamment celles de CODINF basée sur plus de 600 répondants ainsi que l'AFDCC). Les PGE arrivent massivement à échéance cet été. Et la guerre commerciale de Trump fait des victimes notamment dans l'alimentaire.

Face à cette conjoncture, le credit manager n'est pas un gardien passif du risque : il devient un pilote de trésorerie. Ses outils évoluent (notamment avec l'IA) et ses missions s'élargissent (Order-to-Cash, prévention des défaillances). Il demeure une boussole du risque gérable.

Ce numéro lui donne des clés pour l'aider à marcher sur des oeufs. Bonne lecture... et bonne veille !

Alain Wolgensinger



CODINF : DÉLAIS DE PAIEMENT

L'enquête CODINF sur les comportements de paiement est désormais achevée. Merci aux 609 répondants qui vous en recevoir la primeur. CODINF la rendra public en même temps que l'enquête annuelle de l'ODP-Observatoire des Délais de Paiement, dont elle est partenaire, sera publiée cet été.

Pour l'heure, nous pouvons vous dire que parmi les répondants travaillant avec les Collectivités territoriales (majoritaires dans l'enquête), près de 30% déclarent des retards sur plus de 25% de leurs factures avec ces clients :

CODALIMENT • CODEB • CODEBAT •
CODEFROID • CODELAB • CODEM • CODEMA •
CODEMBAL • CODESERVICES • CODINF

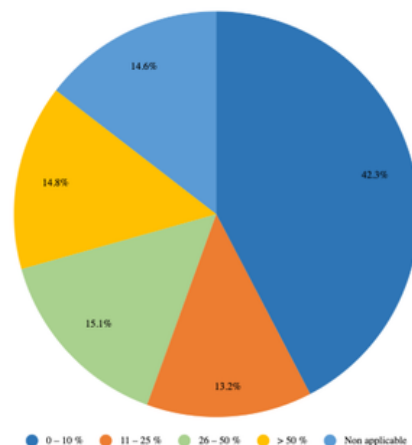
La maîtrise des risques clients par secteur professionnel

120 avenue Ledru-Rollin
75011 PARIS
Tél : 01 55 65 04 00
Fax : 01 55 65 10 12
Mail : codinf@codinf.fr
Web: <http://www.codinf.fr>

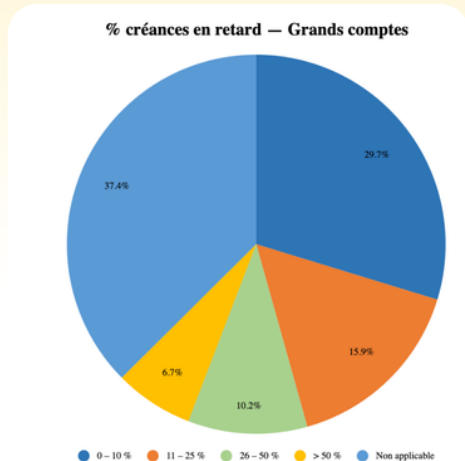
ENQUÊTE CODINF 2025
Analyse globale des comportements de paiement

609 répondants
Données collectées fin 2025 / début 2026 - tous secteurs et organisations confondus

% créances en retard — Collectivités



Et pour ceux qui travaillent avec des Grands Comptes (près de 2/3 des résultats collectés), ce sont pratiquement 1 sur 2 qui déclarent des retards sur plus de 10% de leurs factures avec ces clients:



A très vite !

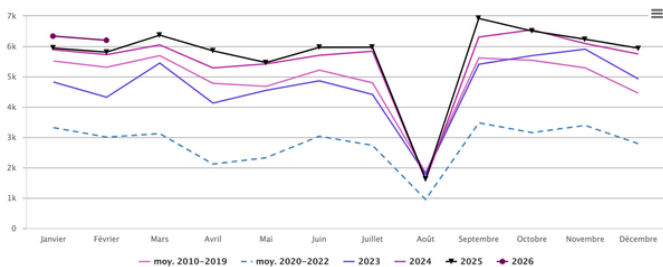
Leçon credit management : Les catégories de clients ne forment pas un tout. Comparez les comportements de vos clients avec ces résultats (plus vertueux, parfait; moins vertueux, réajuster l'encours).

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES : NOËL AU BALCON, PÂQUES AU TISON



Les chiffres de la Banque de France pour février 2026 sont tombés : nouveau record avec 69 392 défaillances en cumulé sur douze mois et un mois février record avec 6 202 défaillances (+6,7% par rapport à février 2025).

3 - Nombre mensuel de défaillances
Moyenne 2010-2019, Moyenne 2020-2022
et janvier 2023 à février 2026



Source : BDF - chiffres de février 2026

Après des mois de décélération, l'indicateur repart à la hausse pour le deuxième mois consécutif - un signal d'inflexion critique.

Les secteurs les plus touchés ? Agriculture (+18,7 %), services aux entreprises (+9,9 %), transports (+8,8 %) et hébergement-restauration (+7,6 %). Aucune taille d'entreprise n'est épargnée, y compris les ETI et même les grandes entreprises (64 défaillances sur les 12 derniers mois, soit plus d'une par semaine).

Leçon credit management : actualisez vos scorings sectoriels (surtout sur les secteurs les + sinistrés), rehaussez les alertes (y compris avec vos grands comptes).

PGE : L'ÉTÉ SERA CHAUD (ET PAS QUE MÉTÉOROLOGIQUEMENT)

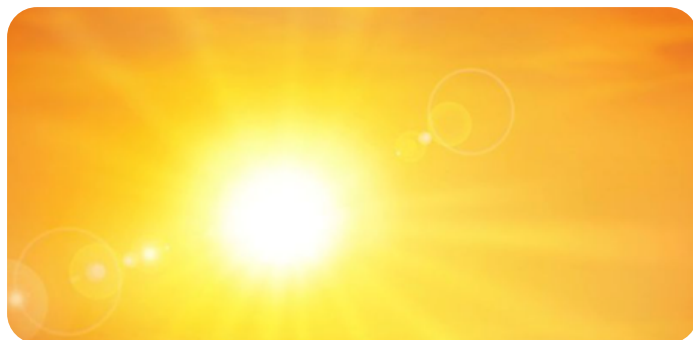


Selon le baromètre Bpifrance/Rexecode T1 2026 publié fin février, le capital restant dû sur les Prêts Garantis par l'État s'élève encore à 69,2 milliards d'euros [NDLR: pour rappel, durant le "quoiqu'il en coûte" de la période COVID, plus de 680 000 entreprises en avaient bénéficié pour un montant total de 144,5 milliards d'euros].

Une grande partie arrive à échéance cet été 2026. Les TPE sont en première ligne : elles ont contracté 27,4 milliards de PGE. En revanche, 7% craignent de ne pouvoir y faire face : pour une sur 5, il représente plus de 75% de leur endettement total !

Leçon credit management : essayez d'obtenir de vos clients leur exposition PGE (via les discussions informelles de vos commerciaux, votre banque ou une enquête de solvabilité - telle que proposée par Codinf ; -). Un PGE > 75 % de l'endettement total = signal rouge.

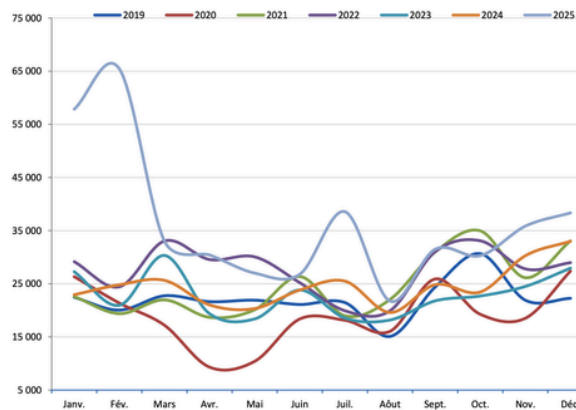
LES RADIATIONS IRRADIENT ...ET LES CRÉATIONS RAYONNENT



Selon le Bilan National des Entreprises des greffiers des tribunaux de commerce 2025, les radiations ont bondi de près de 50 % pour atteindre pratiquement 455 000 en 2025 - signe que des entreprises choisissent de disparaître discrètement avant de tomber bruyamment. On notera les 3 pics mensuels de début, milieu et fin d'année (courbe bleu clair).

Radiations mensuelles (*)

Unité : nombre

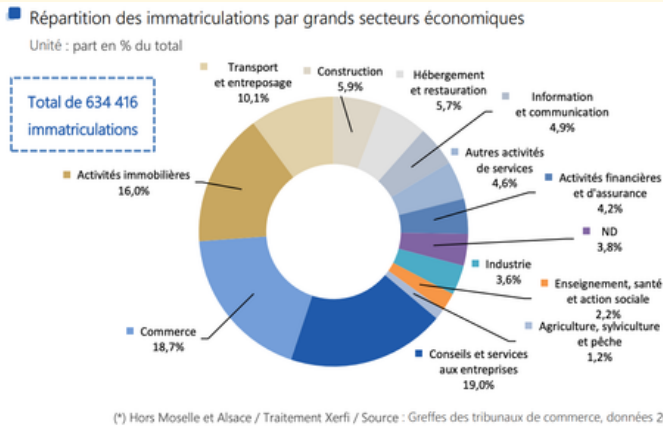


(*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Source: Bilan national des Entreprises Janvier-Décembre 2025 p.71

Pourtant dans ce tableau d'apparence sombre, une autre réalité ne peut/doit pas être ignorée : le près de 635 000 nouvelles immatriculations au RCS pour 2025, en hausse de près de 8% ! (sans même compter les micro-entreprises). Et autre fait notable : les % de ces créations concernent les secteurs pourtant dits en difficulté (dans l'ordre : services aux entreprises, commerce, activités immobilières, transport et entreposage, construction, hébergement-restauration) :



Source: Bilan national des Entreprises Janvier-Décembre 2025 p.38

Entrepreneur est bien un mot de la langue française.

Leçon credit management : la radiation volontaire ne présente pas de risque car les fournisseurs sont réglés au préalable. Les créations sont certes un risque... mais aussi une opportunité.

C'EST L'USINE ICI !

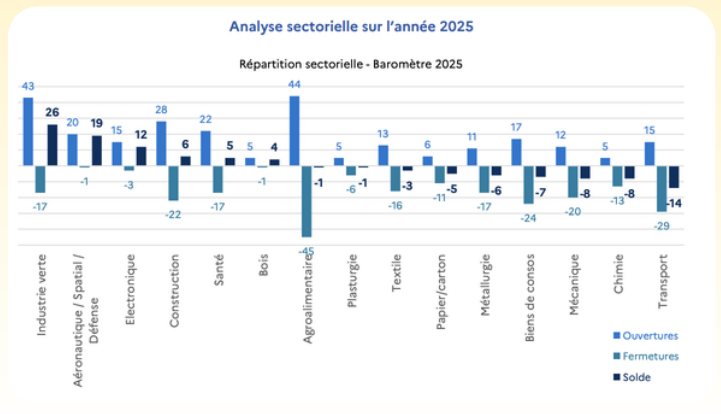
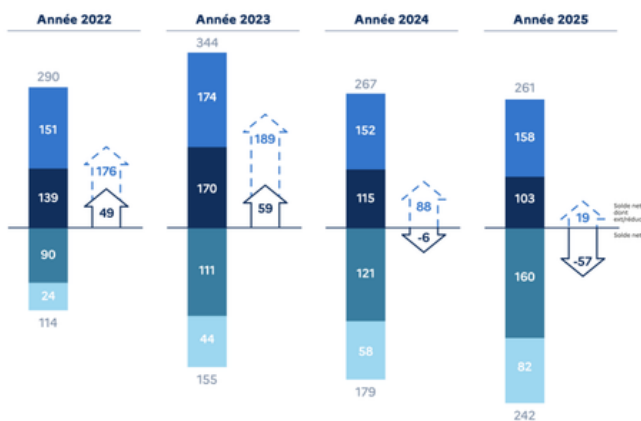


L'Etat a publié son Baromètre industriel fin mars. (Bonne) surprise : malgré le contexte international dégradé et les annonces déclinistes, la France continue d'ouvrir (ou agrandir) plus d'usines qu'elle n'en ferme (+19 en 2025). On peut sans doute y voir les effets des éditions de Choose France, du plan d'investissement France 2030, le C3IV (Crédit d'impôt pour l'industrie verte) mais aussi le soutien aux industries de souveraineté (en particulier la défense, l'aéronautique, le spatial et l'électronique).

En revanche, les tensions internationales et les surcapacités asiatiques devraient inévitablement peser sur cette tendance, d'ailleurs déjà en déclin (+88 en 2024). Sans parler de certains secteurs, d'ores et déjà en solde négatif (transport, chimie, mécanique, métallurgie)

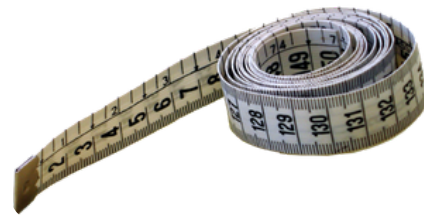
Leçon credit management : abaissez vos plafonds sur les secteurs sinistrés, relevez-les sur les secteurs dits "souverains".

Rappel du recensement des ouvertures et fermetures depuis 2022



Source : Baromètre industriel de l'État - Mars 2026 pp. 3 et 5

AFDCC = AUGMENTATION FATALE DU CRÉDIT CLIENT ?



La 23e enquête annuelle de l'AFDCC auprès d'un panel de 1 000 entreprises (surtout ETI et grandes entreprises) publiée début avril fait mal : 75% d'entre elles constatent une augmentation des retards de paiement (61% en 2024). Et plus d'un tiers des répondants (35 %) subissent des retards supérieurs à 15 jours !

Demandes d'échéanciers et procédures amiables sont également en hausse. Les pénalités de retard ? Quasi-inexistantes - les entreprises préfèrent préserver la relation commerciale.

Leçon credit management : appliquer les pénalités n'est pas une option - c'est un droit. Ne pas les réclamer, c'est financer gratuitement vos mauvais payeurs. Pourquoi ne pas les utiliser comme menace lors de la renégociation de fin d'année ?

TRÉSORERIE BANCAIRE : L'INVESTISSEMENT TIENT, LE CASH FLANCHE



Les chiffres de la Fédération Bancaire Française à fin janvier 2026 révèlent une divergence : les crédits d'investissement progressent (96 % des PME obtiennent ce qu'elles demandent), mais les crédits de trésorerie se contractent (seulement 85 % des PME obtiennent les financements de trésorerie demandés).

Autrement dit, les entreprises peuvent encore investir à long terme, mais elles manquent de cash au quotidien.

Leçon credit management : la trésorerie en berne est souvent l'antichambre du retard de paiement et le prélude à la cessation de paiement.

USA : LA GUERRE (COMMERCIALE) CONTINUE, L'AGROALIMENTAIRE EUROPÉEN EN SOUFFRE



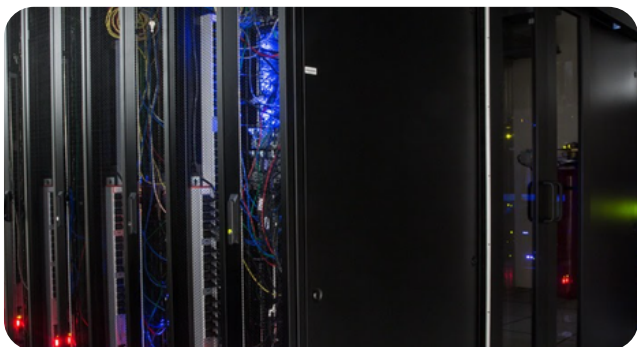
Les droits de douane imposés par le Président des USA ont fait chuter les exportations alimentaires de l'UE vers ce pays (-23,5 %, soit une perte estimée à 7 milliards d'euros selon le Comité des régions). En particulier pour les vins et spiritueux (-21,2%), et surtout pour le porc européen (-98,7%). La France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et les Pays-Bas sont les plus touchées.

Le cadre juridique reste instable : la Cour suprême américaine a jugé illégaux les droits du « jour de libération » d'avril 2025, mais de nouvelles taxes temporaires de 10% ont été imposées en février 2026, sans parler des enquêtes "pour pratiques déloyales" qui visent désormais 16 économies. Pour les PME exportatrices françaises, la visibilité est quasi nulle.

Mais comme nous le suggérons dans la Lettre Codinf de mai 2025 ("Friendshoring, la tendance de demain ?"), le commerce avec des pays amis/alliés permet de compenser ce choc US : Les exportations de produits agroalimentaires de l'UE enregistrent encore un record (qui reste le premier exportateur mondial avec 238 milliards d'euros) et l'excédent reste positif (quoiqu'en baisse de 5%).

Leçon credit management : pour vos clients exportateurs USA ou agroalimentaires, réévaluez leurs revenus prévisionnels et ajustez les encours autorisés. Et dans ce monde bousculé, ne mettez surtout pas tous vos oeufs dans le même panier !

DO YOU SPEAK OTC ? P2P ?



P2P = *Procure to Pay* (ou encore appelé S2P = *Source to Pay*). C'est le flux qui couvre l'ensemble la relation fournisseur, de sa sélection à la commande jusqu'au paiement.

OTC = *Order to Cash*. Lui, il pilote la relation client de la commande jusqu'à l'encaissement.

Beaucoup d'entreprises utilisent encore le tableau Excel pour suivre ces flux. Et pourtant... Le marché des solutions P2P et O2C est en forte croissance.

Les applis proposées intègrent souvent des agents IA pour exécuter des tâches complexes en autonomie (ex: contrôle de correspondance entre factures et bons de commande, personnalisation des relances, analyse prédictive du risque d'impayé, etc.). La réforme de la facturation électronique devrait accélérer cette dynamique : les données structurées peuvent alimenter les agents IA et automatiser la réconciliation. Bienvenue au CM 2.0 qu'on pourrait aussi appeler CMAO (Credit Management assisté par Ordinateur)

Leçon credit management : n'est-il pas temps d'investir dans ces outils ? IA grand besoin. Chaque point de DSO gagné = cash libéré immédiatement.

COIN CONSEIL



NE SOUS-ESTIMEZ PAS LE RISQUE DE LA REPRISE D'ENTREPRISE



Une entreprise saine rachetée par un nouveau dirigeant peut devenir un mauvais payeur en quelques mois. La reprise s'accompagne souvent d'un endettement bancaire lourd (LBO simplifié), d'une méconnaissance des cycles de l'activité, et d'une période de transition pendant laquelle les relations fournisseurs sont négligées.

Leçon credit management : Soyez particulièrement vigilant dans les 12 à 24 mois suivant un changement de propriétaire (si possible exiger des paiements comptants sur les premières commandes, sinon réduire temporairement les encours, réévaluer dès que le nouveau dirigeant a fait ses preuves).

QUIZ / LE SAVIEZ-VOUS ?



VRAI ou FAUX : Je viens d'obtenir auprès du Tribunal une ordonnance portant injonction de payer auprès de mon client mauvais payeur. Elle expire dans 3 mois.

REPONSE : FAUX (pour l'instant) / (bientôt) VRAI

Selon l'article 1411 du Code de Procédure civile (version en vigueur depuis le 01 avril 2026) :



"L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les trois mois de sa date." *NOTA: applicables aux ordonnances rendues à compter du... 1er septembre 2026.*

- Pour l'heure le délai est donc toujours de 6 mois pour signifier l'ordonnance (via un Commissaire de justice ex-huissier)...mais plus pour longtemps !"

Leçon credit management : Suivre l'actualité juridique (même si ce n'est pas toujours évident : c'est un peu l'objet de notre Lettre Codinf ;-)

PRÉSENCE DU CODINF AUPRÈS DES ORGANISMES PARTENAIRES

Activité RFAR : 24 mars

SANCTIONS DGCCRF – DÉLAIS DE PAIEMENT

SANCTIONS DGCCRF pour DELAIS PAIEMENT			
Période du 01/03/2026 au 31/03/2026			
Amende	Raison sociale	SIRET	Date
2 450 000€	SCHENKER FRANCE	31179945600018	06/03/2026
1 500 000€	TOTALENERGIES MARKETING FRANCE	53168044500024	12/03/2026
315 000€	SAS VEOLIA AGRICULTURE FRANCE	31573284200663	06/03/2026
169 000€	MUTUELLE ASSURANCE TRAVAILLEUR MUTUALISTE - MATMUT	77570147700017	06/03/2026
147 000€	BAUDIN CHATEAUNEUF	8578053400013	12/03/2026
120 000€	SOCIETE CENTRALE D'APPROVISIONNEMENT DU SUD-OUEST	59695013900060	30/03/2026
105 000€	UP COOP	64204436600242	26/03/2026
100 000€	BPCE LEASE	37915536900133	26/03/2026
88 000€	RUNEO	81750245300027	30/03/2026
86 000€	SECURITE COMMUNICATIONS	31024593100079	12/03/2026
81 000€	LA FLECHE	50135254600110	30/03/2026
60 000€	VERSALIS FRANCE	55214685400195	12/03/2026
58 000€	DIGITAL VIRGO FRANCE	43032581100130	12/03/2026
50 000€	EVOLUTIS	42355164700013	30/03/2026
47 000€	INNOTHERA CHOUZY	42829581000025	12/03/2026
40 000€	CLINIQUE DE LA SAUVEGARDE	50967400800024	30/03/2026
39 000€	SOS OXYGENE REUNION	49399151700035	30/03/2026
34 000€	BONNETERRE ET COMPAGNIE	68204372400074	30/03/2026
33 000€	SAS COVINOR	34333191400022	04/03/2026
28 000€	AKUO ENERGY	49525906100044	30/03/2026
28 000€	MASCARIN	44026249100010	18/03/2026
28 000€	VMI	54605024600042	12/03/2026
26 000€	ALTAREA PROMOTION MANAGEMENT	45004233800035	26/03/2026
26 000€	AIRNOV	81408727600022	12/03/2026
22 000€	SAS CHIRON ACVF	33976514100033	04/03/2026
17 000€	PREDICA-PREVOYANCE DIALOGUE DU CREDIT AGRICOLE	33402812300043	18/03/2026
15 000€	CLECIM	32490516500035	30/03/2026
15 000€	C 3 B	33180058100224	04/03/2026
13 000€	UNILIN INSULATION SURY	53812595600028	30/03/2026
13 000€	CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES	32539647100030	30/03/2026
12 000€	HUSQVARNA CONSTRUCTION PRODUCTS FRANCE	6850020600203	12/03/2026
11 000€	GIROD MEDIAS	37770458000036	18/03/2026
10 000€	CALDIC FRANCE	35378250100129	30/03/2026
10 000€	SAS SECIB PROMOTION	32021894400116	04/03/2026
7 000€	STEF TRANSPORT REIMS	44255324400025	26/03/2026
7 000€	CEGEDIM MEDIA	60200630600123	04/03/2026
5 000€	LA ROCHETTE CARTONBOARD	33351244000020	30/03/2026
4 000€	ETABLISSEMENTS J.MENUT	78162005900076	12/03/2026

Une question sur la gestion du risque client ? Une suggestion ? Contactez nous

codinf@codinf.fr

Visitez notre site web

www.codinf.fr

On est là pour vous accompagner !

